

nées archéologiques confirment que le site paraît alors déserté. Que va-t-il devenir ? C'est ce que nous saurons en lisant bientôt le tome 3 de cette passionnante enquête...

André CHÉDEVILLE

Claude TOCZÉ (avec la collaboration d'Annie LAMBERT), *Les juifs en Bretagne (V^e-XX^e siècle)*. P.U.R. Rennes, 2006, 436 p.

Fort ouvrage de 436 pages, le livre *Les juifs en Bretagne (V^e-XX^e siècle)* est divisé en deux parties d'inégale ampleur. Les sept premiers chapitres traitent de la présence juive en Bretagne du V^e siècle à la seconde guerre mondiale, en 154 pages. La deuxième partie s'intitule : « La seconde guerre mondiale, les juifs de Bretagne face à l'antisémitisme institutionnalisé ». Cinq chapitres sont consacrés à l'exclusion, la spoliation, la répression et le génocide en un peu plus de 350 pages, avec, à la fin, un bilan de la Shoah en Bretagne où l'on trouvera une liste de 462 victimes, par département, sur un total de 2 000 juifs recensés en octobre 1940 sur ordre des autorités militaires allemandes, ordre mis en application par les préfetures, la population totale de la Bretagne étant alors de l'ordre de 3 millions d'habitants (3 056 075 au recensement de 1936).

L'auteur, qui a fait sa maîtrise en 1987 sur *Les Juifs en Ille et Vilaine dans l'entre-deux guerres*, et à qui l'on doit déjà en collaboration avec Annie Lambert une passionnante étude : *Être Juif à Nantes sous Vichy* (Siloë, 1994), a consacré plus de vingt ans de travail à cette somme qu'il considère comme l'œuvre de sa vie.

Il a beaucoup utilisé les sources archivistiques publiques, souvent par dérogation : archives départementales d'Ille-et-Vilaine, de Loire-Atlantique en majorité et, dans une moindre mesure, celles des autres départements bretons qui sont moins riches sur ce sujet, les archives du Maine-et-Loire, les archives municipales de Nantes et, surtout, aux Archives nationales, la sous-série AJ/38 qui conserve les papiers du Commissariat général aux questions juives, dont le classement et l'ouverture au public ont été réalisés en 1998.

Il fait aussi état de quelques archives et témoignages privés, de consultation de nombreux périodiques bretons, d'ouvrages sur l'antisémitisme, le génocide et l'histoire de la Bretagne à l'époque de l'affaire Dreyfus ou pendant la guerre.

Les travaux de Serge Klarsfeld lui ont fourni la documentation de base pour la liste des déportés à Auschwitz ainsi que quelques autres sources de l'UGIF ou du CDJC.

La première partie, constituée de chapitres très courts, apporte peu de choses nouvelles au sujet, tant la présence juive est très faible en Bretagne jusqu'au XIX^e siècle : commerçants, prêteurs d'argent au Moyen Âge, négociants au XVIII^e siècle, les juifs, surtout fixés à Nantes, nourrissent néanmoins l'imaginaire et l'anti-judaïsme qui va éclore avec l'affaire Dreyfus. Un chapitre entier étudie l'antisémitisme dans le mouvement breton, à travers la presse régionaliste et autonomiste des années 1930 à 1945, thème déjà abordé depuis plusieurs années.

On pourra regretter qu'il n'y ait pas d'analyse de l'antisémitisme dans les partis et journaux de droite et d'extrême-droite : l'Action française, les ligues, le PSF, les partis collaborationnistes. En 1910-1911, par exemple, paraît *Le livre d'or de l'Action Française - La souscription contre l'or juif*, où sont publiés près de 7 000 noms de « patriotes français qui ont tenu à manifester leur résolution de conduire la guerre franco-juive » ; on y relève une bonne soixantaine de références bretonnes : « un petit instituteur qui apprend à ses élèves à aimer la France et à haïr les Juifs..., un vieille amie du Morbihan..., un jeune prêtre breton », et beaucoup de noms de familles connues.

L'auteur, qui cite la « retenue » d' *Ouest-Éclair* dans l'antisémitisme en Bretagne (p. 143, 148), surestime le rôle et l'importance du mouvement breton, laissant entendre que *L'Heure bretonne* tirait à 40 000 exemplaires pendant la guerre, quand son tirage fut abaissé à 8 000 en 1941 et ne dépassa pas 25 000 ensuite. Il n'évoque guère les partis et mouvements collaborationnistes : PPF, RNP, groupe « Collaboration »... qui ont mobilisé plusieurs centaines de membres en Ille-et-Vilaine, par exemple, selon les travaux de Jacqueline Sainclivier. Des évaluations de la propagande antisémite des autorités vichystes ou des partis collaborateurs dans les autres départements bretons auraient pu être citées aussi.

La deuxième partie dresse un tableau très détaillé des spoliations et des persécutions des juifs en Bretagne de 1940 à 1944 et nous trouvons là un dossier particulièrement riche et nouveau qui fait tout l'intérêt de cet ouvrage. Il faut lire ces chapitres très documentés qui exposent les premières mesures de discrimination, les déportations, les persécutions infligées aux juifs de Bretagne : toute une série de destins, la plupart du temps tragiques, parfois étonnants, de plusieurs centaines de personnes qui furent obligées de subir l'ignominie et l'inhumain. Un grand nombre de récits retrace les étapes du génocide depuis l'identification jusqu'à la déportation en passant par l'exclusion, l'assignation à résidence, l'arrestation.

Claude Toczé avertit lui-même le lecteur que « l'historien n'est pas un juge », mais qu'il « lui est parfois difficile, sur un tel sujet, de contenir l'émotion qui peut nuire à l'analyse », remarque que nous partageons évidemment.

Deux réflexions peuvent être apportées à cette enquête méticuleuse, l'une sur le bilan, l'autre sur l'attitude de la population. Tous les pourcentages du tragique bilan du génocide sont réalisés par rapport à la liste des juifs recensés en Bretagne en octobre 1940 ; or, ces chiffres sont parfois exagérément augmentés par la présence des réfugiés de l'exode et, de plus, ces listes ne sont ni exhaustives ni figées car, de 1940 à 1942, il y a des départs (et même quelques arrivées...). Il paraît donc discutable de conclure que l'Ille-et-Vilaine et le Morbihan, avec 35 % et 38 % de victimes par rapport à 1940 ont payé un plus lourd tribut que l'ensemble de la France qui en a compté 25 %. Il faudrait tenir compte de la conjoncture et mieux expliquer la part des juifs implantés depuis des années, voire des décennies, dans telle ou telle ville de Bretagne, voir la répartition – hélas dramatique – entre les juifs étrangers et les juifs français.

Sur le problème de l'attitude de la population, l'auteur résume lui-même : « Leur présence avait été ignorée des Bretons avant la guerre ; leurs persécutions étaient restées inaperçues du plus grand nombre pendant l'Occupation ; leur destin allait être occulté longtemps encore » (p. 381).

S'il y a eu une infime minorité d'antisémites fanatiques, les Bretons eux ne l'étaient pas et nous ne faisons que commencer à connaître, plus de 60 ans après, les cas d'aide aux juifs pourchassés, notamment les enfants. À côté des six « Justes » officiellement reconnus par Yad Vashem en Loire-Atlantique et en Ille-et-Vilaine, Claude Toczé cite d'autres cas dans le Finistère ou en Morbihan (Guémené-sur-Scorff, Ile-aux-Moines, Rieux...). Il y a là matière à de nouvelles recherches sur lesquelles travaillent des particuliers ou des associations : le dossier n'est pas clos.

Au total, au-delà de ces quelques observations voilà un maître-livre qu'il faut acquérir et faire figurer dans la bibliothèque de l'histoire de la Bretagne pendant la seconde guerre mondiale comme de celle du génocide.

Bertrand FRÉLAUT

Jacques THOUROUDE, *Ouest-Matin : un quotidien breton dans la guerre froide (1948-1956)*. Rennes, Éd. Apogée, 2006, 255 p.

Dans un article publié il y a trois ans dans les pages de cette revue (Tome LXXXI, 2003, p. 403-432), nous avons montré comment le parti communiste avait modifié sa stratégie en matière de presse à la Libération, en remplaçant l'hebdomadaire régional publié avant la guerre, *La Bretagne ouvrière, paysanne et maritime*, par quatre hebdomadaires diffusés chacun dans un des quatre départements bretons, et en essayant d'obtenir, à partir